

SHORT NEWS

Adem: Reform der kleinen Schritte

(rg) - So spektakulär der Austausch der Gesamtspitze der Administration für Arbeit (Adem) im vergangenen Jahr war, so bescheiden nahm sich am Montag der Zwischenbericht des Arbeitsministers zur Reform der von ihm verantworteten Agentur aus. Dass der von ihm selbst eingesetzte Direktor inzwischen das Handtuch geworfen hat, habe keinen Einfluss auf den Reform-Kalender, so Nicolas Schmit. Es habe nie die Absicht bestanden, alles von einem Tag auf den anderen umzustrukturieren. Vielmehr gehe es darum, eine dem gemeinsamen Ziel angepasste Methode auf allen Ebenen der Adem zur Anwendung zu bringen. Die dreiköpfige Direktion legte dar, wie mittels neuer Prozeduren, durch Zusammenlegungen, Katalogisierungen und viel Informatik aus dem Ungetüm Adem eine moderne, funktionierende Verwaltung geschaffen werden soll. Zahlen dazu wollen die Verantwortlichen aber erst beim nächsten Zwischenstand, in sechs Monaten, liefern. Die Systematisierung der Vorgänge, zum Beispiel über die Datenbank „Rome“, die es erlaubt, über 600 spezifische Berufe mit den Qualifikationen und Erfahrungen der Arbeitssuchenden abzugleichen und so gezielter zu sogenannten „matches“ zu gelangen, wird laut Auskunft der Verantwortlichen die Arbeit der Verwaltung nicht dehumanisieren. Im Gegenteil: Der verbesserte Informationsfluss und die Vereinfachung der Prozeduren soll den Adem-MitarbeiterInnen vor allem mehr Zeit für die Betreuung ihrer Klienten lassen. Ändern soll sich auch, durch Verbesserung der Qualifikation, das Profil der Adem-Agenten. Außerdem soll die Verwaltung insgesamt um 25 Posten verstärkt werden, was allerdings nur einen Teil des durch die Krise enorm angestiegenen Arbeitsaufwands ausgleichen wird.

Participation citoyenne diluée

(lc) - En pleine année européenne du citoyen 2013, que la Commission a proclamée à grands renforts de publicité fin de l'année dernière, la Commission européenne et le Parlement démontrent que la participation citoyenne c'est bien sur le papier et dans les clips vidéos - financés à coups de millions avec l'argent du contribuable - mais que dès que les choses deviennent sérieuses et qu'une initiative citoyenne européenne (ICE) pourrait aboutir, les portes se referment. C'est en tout cas ce que déplorent les tenants de l'ICE la plus aboutie pour le moment, celle qui se préoccupe d'une directive proposée par le commissaire Michel Barnier et qui pourrait ouvrir largement les portes à la privatisation de l'eau dans l'Union européenne, dont le woxx s'est fait l'écho à plusieurs reprises. Même si elle a déjà recueilli plus de 1,3 millions de signatures, et qu'elle vise les 2 millions, un petit paragraphe risque de la faire tomber : celui qui stipule les quotas à atteindre dans chaque pays membre. Or, ces quotas n'ont été atteints que dans cinq pays. Pire encore, la commission du marché intérieur du Parlement européen, vient de voter contre les intentions de l'ICE. Qu'elle est belle la démocratie !

Luxemburg verletz Pressefreiheit

(woxx) - Wie am Donnerstag nachmittag bekannt wurde, ist Luxemburg wegen eines Eingriffs in die Pressefreiheit verurteilt worden. Als die Polizei vor vier Jahren die Redaktionsräume der lusophonen Wochenzeitung Contacto durchsuchte und handgeschriebene Notizen, sowie diverse Datenträger beschlagnahmte, handelte sie gemäß dem EU-Gerichtshof in Straßburg illegal. Das Medium, das zum Verlagshaus St. Paul gehört, wurde damals von einem Sozialarbeiter wegen Verstoßes gegen das Jugendschutzgesetz und Verleumdung angezeigt. Contacto hatte über einen Sorgerechtsstreit berichtet, bei dem die Eltern mit dem Jugendamt in Konflikt lagen. Damit ist es nun bereits das dritte Mal, dass der luxemburgische Staat in Pressefragen von Straßburg gemäßregelt wurde. Wie bereits in den Fällen von Marc Thoma in der „Försteraffäre“ und bei der Redaktionsdurchsuchung des Journal, im Fall Rob Roemen gegen Michel Wolter, nimmt die hiesige Justiz es in Sachen Presserecht nicht immer so genau.

AKTUELL



COOPÉRATIVE DE BONNEVOIE

Piquée par Cactus ?

Luc Caregari

Que la coopérative de Bonnevoie allait mal n'était plus un secret depuis un certain temps. L'annonce de cette semaine qu'elle allait bientôt être reprise par un autre exploitant a confirmé que le glas pour ce supermarché de tradition avait bien sonné.

Depuis un mois plus ou moins, les rumeurs les plus diverses au sujet de la coopérative de Bonnevoie allaient bon train. Allant de la fermeture définitive, voire même de la destruction du dernier supermarché du pays géré par une coopérative, en l'occurrence celle fondée par le Landesverband (FNCTFEL), jusqu'à la reprise par une grande chaîne - tout ce qu'on savait et dont on se doutait était que les choses ne pouvaient plus continuer en l'état. Ce qui fait que la nouvelle que la coopérative de Bonnevoie était en négociations avec Cactus pour une reprise du supermarché - mais pas forcément de la petite galerie marchande - était tout sauf une surprise. Même si, du point de vue reprenneur, d'autres noms circulaient. Finalement, si le conseil d'administration de la coopérative semble préférer négocier avec la firme luxembourgeoise Cactus, c'est aussi parce qu'ils ont déjà fait cette expérience en 2010 à Ettelbrück.

C'est donc un nouveau coup bas non seulement pour un commerce de tradition, mais aussi un désaveu pour un modèle de gestion qui - surtout en temps de crise - n'est pas fixé sur le profit à la va-vite, mais mise sur la solidarité, le partage et la pérennité à long terme. Mais la concurrence aura été trop rude dans le quartier et les environs où fleurissaient les supermarchés tenus par de grandes chaînes. Une concurrence qui ne concernait pas uniquement les prix, mais aussi les disponibilités de la coopérative, qui, par exemple, par égard pour son personnel, n'ouvrait pas ses portes le dimanche.

Une analyse que partage Romain Roden, administrateur et membre du conseil d'administration de la coopérative de Bonnevoie : « Nous avons probablement manqué de professionnalisme et nous avons raté plusieurs occasions d'adapter notre modèle de gestion. Pourtant, travailler selon une logique uniquement capitaliste serait aussi contradictoire pour un supermarché qui après tout appartient à un syndicat. Ainsi, je pense que la centaine de personnes que nous employons actuellement, si elles ne gagnent peut-être pas plus qu'une employée d'un supermarché lambda, profitent de meilleures conditions de travail. Si le deal avec Cactus fonctionne, j'espère qu'un maximum de ces conditions seront sauvegardées. »

S'il déplore évidemment que le Landesverband abandonne sa coopérative alimentaire, Roden pense que ce modèle a toujours un futur devant soi : « Pour le Landesverband, l'idée de la coopérative n'est pas morte avec l'abandon du supermarché - tout au contraire - nous allons essayer de la développer mais dans d'autres domaines, qui correspondent plutôt aux nécessités du moment, comme par exemple le logement social », explique-t-il.

Une bonne chose, car une gestion coopérative est à long terme payante et permet de mieux résister aux crises. Comme le démontrent par exemple les banques coopératives qui ont toutes mieux résisté à la crise financière, ou encore les coopératives dans le monde agricole, qui sont un rempart contre des multinationales désireuses de dominer le marché. Ou encore, last but not least, le journal que vous êtes en train de lire et qui lui aussi, même si d'aucuns ont pu dire le contraire, se porte plutôt bien - surtout comparé au désarroi dans lequel se trouvent les grands groupes de presse luxembourgeois en ce moment.